

RAPPORT D'ÉVALUATION DE L'UNITÉ

CCJ - Centre Camille Jullian - Histoire et archéologie de la Méditerranée et de l'Afrique du Nord de la Protohistoire à la fin de l'Antiquité

SOUS TUTELLE DES ÉTABLISSEMENTS ET ORGANISMES :

Aix-Marseille université – AMU

Centre national de la recherche scientifique – CNRS

Ministère de la Culture

Institut national de recherches archéologiques préventives - INRAP

CAMPAGNE D'ÉVALUATION 2022-2023
VAGUE C

Rapport publié le 16/03/2023



Au nom du comité d'experts¹ :

Patrice Brun, Président du comité

Pour le Hcéres² :

Thierry Coulhon, Président

En vertu du décret n° 2021-1536 du 29 novembre 2021 :

1 Les rapports d'évaluation « sont signés par le président du comité ». (Article 11, alinéa 2) ;

2 Le président du Hcéres « contresigne les rapports d'évaluation établis par les comités d'experts et signés par leur président. » (Article 8, alinéa 5).

Ce rapport est le résultat de l'évaluation du comité d'experts dont la composition est précisée ci-dessous. Les appréciations qu'il contient sont l'expression de la délibération indépendante et collégiale de ce comité. Les données chiffrées de ce rapport sont les données certifiées exactes extraites des fichiers déposés par la tutelle au nom de l'unité.

MEMBRES DU COMITÉ D'EXPERTS

| | |
|--------------------|--|
| Président : | M. Patrice Brun, Université Bordeaux Montaigne, Pessac |
| | M. Jean-Christophe Couvenhes, Université Paris-Sorbonne |
| | Mme Deborah Cvikel, University of Haifa |
| Experts : | Mme Giulia De Palma, Institut national de recherches archéologiques préventives - Inrap, Paris |
| | Mme Sophie Deschaintres, CNRS |
| | M. Nicolas Lamare, Université de Picardie Jules Verne - UPJV, Amiens |

REPRÉSENTANTE DU HCÉRES

Mme Marie-Laurence Haack

CARACTÉRISATION DE L'UNITÉ

- Nom : Centre Camille Jullian - Histoire et archéologie de la Méditerranée et de l'Afrique du Nord de la Protohistoire à la fin de l'Antiquité
- Acronyme : CCJ
- Label et numéro : UMR 7299
- Composition de l'équipe de direction : Mme Giulia Boetto

PANELS SCIENTIFIQUES DE L'UNITÉ

SHS Sciences humaines et sociales

SHS6 Histoire générale du passé et des savoirs

Le Centre Camille Jullian associe les deux tutelles naturelles d'une UMR (Université et CNRS) et deux tutelles secondaires, le ministère de la Culture et l'Inrap. Il est spécialisé dans l'étude du Bassin Méditerranéen dans l'Antiquité au sens large du terme (de la Protohistoire à la fin de l'Antiquité). Cette spécialisation en fait le seul centre de recherches en France couvrant ce domaine géographique et cette large période historique. Il possède une longue histoire dans ce domaine de recherche et s'est récemment associé à plusieurs autres centres de recherches pour fonder l'Institut d'archéologie méditerranéenne ARKAIA, promouvant l'interdisciplinarité au plus haut niveau, ce qui lui permet d'envisager de ce point de vue le futur avec une sérénité relative.

THÉMATIQUES DE L'UNITÉ

Le Centre Camille Jullian joue d'abord le rôle de laboratoire de recherche « classique » travaillant sur un espace et une chronologie bien délimités, ayant développé sa propre collection éditoriale, sous forme de monographies (Bibliothèque d'archéologie méditerranéenne et africaine) et de trois revues de portée internationale. Mais il est aussi un opérateur de recherches archéologiques, dont la compétence est internationalement reconnue, notamment dans le cadre de l'archéologie sous-marine, et appelé sur des chantiers de fouilles de nombre de pays riverains de la Méditerranée.

La qualité de la recherche et le savoir-faire technique, auxquels s'ajoutent la collecte et la conservation de fonds documentaires, sont unanimement reconnus.

Ce niveau de compétences est légitimement doublé d'une politique de formation pour les jeunes chercheurs français comme étrangers, certains d'acquérir sur place une expérience de grande qualité dans tous les domaines disciplinaires liés à l'archéologie, depuis la topographie et la photographie jusqu'à l'architecture navale.

Dans son domaine, le Centre Camille Jullian est une référence nationale et internationale, accrue encore par la qualité de nombre de chercheurs et d'enseignants-chercheurs recrutés, personnellement reconnus comme des « signatures » d'articles et d'ouvrages touchant à l'archéologie et à l'histoire antiques.

HISTORIQUE ET LOCALISATION GÉOGRAPHIQUE DE L'UNITÉ

Il n'est pas aisé de préciser, au travers du document d'auto-évaluation et d'une visite en « distanciel » qui empêche de saisir la réalité et la complexité des choses, la ou les localisations du Centre Camille Jullian, désormais intégré à la Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme (UAR 3125) et également à l'Institut méditerranéen d'archéologie Arkaia de l'université d'Aix-Marseille. La mention de la vétusté de certains locaux ainsi que leur inadaptation aux contraintes énergétiques (p. 35) sans précision de leur localisation précise ne permet pas de comprendre si les bâtiments abritant les diverses composantes de l'unité de recherche sont adaptés en nombre et en efficacité aux nécessités de service. La direction a fait l'effort de présenter des diapositives, mais cela ne compense pas l'absence physique du comité. Les bureaux réservés aux chercheurs et aux enseignants-chercheurs sont-ils éloignés de la bibliothèque, des archives photographiques ? Tous les bureaux sont-ils situés dans la Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme ? Quelle est la partition des ressources bâtementaires entre Aix-en-Provence et Marseille ? La visite en distanciel n'a pas permis de répondre à toutes ces questions.

ENVIRONNEMENT DE RECHERCHE DE L'UNITÉ

Par « environnement de la recherche », le document d'auto-évaluation analyse avant toute chose les partenariats dans lesquels le Centre Camille Jullian déploie ses activités de recherche et de formation et les instituts dans lesquels il est partie prenante et qui tous nécessitent de la part du CJJ un fort investissement sur des terrains variés.

La liste des partenariats qui déterminent l'environnement scientifique dans lequel évolue le Centre Camille Jullian est longue. Parmi eux, c'est d'abord la Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme (UAR 3125), laquelle ne réunit pas moins de dix UMR en SHS sur le site d'AMU. S'il n'a pas été le « PI » du Labex « Les sciences humaines et sociales au cœur de l'interdisciplinarité pour la Méditerranée », le CCJ en a été un partenaire parmi

quinze autres, ce qui montre ses capacités à s'insérer dans des programmes de recherche de haut niveau. De plus, cette insertion dans des programmes transversaux a permis de bénéficier du soutien de la Fondation Aix-Marseille université pour le financement de programmes en association avec d'autres centres de recherche. L'interdisciplinarité demeure un élément positif essentiel, un laboratoire d'excellence regroupant des unités et des chercheurs travaillant sur des thèmes aussi divers. Dans ce cadre de travail, le CCJ ne semble pas s'estimer « noyé » même s'il est loin parfois des champs de recherche qui ont fait sa renommée. Le CCJ semble avoir bien profité de la période « Labex ».

Malgré la déception que représente le manque de réussite aux Appels à Projets de l'ANR, il faut ajouter, pour préciser l'environnement de recherche dans lequel évolue le CCJ, que celui-ci est appelé fréquemment, en raison de son expertise, à participer à des Programmes Communs de Recherche avec l'appui de la DRAC ou du Département des recherches archéologiques sous-marines et subaquatiques. À l'étranger, l'implication du CCJ est présente en Croatie, en Grèce et en Afrique du Nord ; les liens institutionnels du CCJ avec l'École Française de Rome et avec l'École Française d'Athènes permettent la récurrence de la recherche archéologique dans ces domaines géographiques.

À titre individuel, l'Institut Universitaire de France et des fondations privées telles qu'Arpamed ont offert des possibilités de financement aux chercheurs.

EFFECTIFS DE L'UNITÉ : en personnes physiques au 31/12/2021

| | | |
|---|--|------------|
| Personnels permanents en activité | | |
| Professeurs et assimilés | | 7 |
| Maîtres de conférences et assimilés | | 9 |
| Directeurs de recherche et assimilés | | 3 |
| Chargés de recherche et assimilés | | 10 |
| Chercheurs des EPIC et autres organismes, fondations ou entreprises privées | | 29 |
| Personnels d'appui à la recherche | | 20 |
| Sous-total personnels permanents en activité | | 78 |
| Enseignants-chercheurs et chercheurs non permanents et assimilés | | 15 |
| Personnels d'appui à la recherche non permanents | | 4 |
| Post-doctorants | | 0 |
| Doctorants | | 19 |
| Sous-total personnels non permanents en activité | | 38 |
| Total personnels | | 116 |

RÉPARTITION DES PERMANENTS DE L'UNITÉ PAR EMPLOYEUR : en personnes physiques au 31/12/2021. Les employeurs non tutelles sont regroupés sous l'intitulé « autres ».

| Employeur | EC | C | PAR |
|--------------------------|-----------|-----------|-----------|
| CNRS | 0 | 13 | 20 |
| Inrap | 0 | 19 | 0 |
| Aix-Marseille Université | 16 | 0 | 0 |
| Ministère de la culture | 0 | 10 | 0 |
| Autres | 0 | 0 | 0 |
| Total | 16 | 42 | 20 |

BUDGET DE L'UNITÉ

| | |
|---|--------------|
| Budget récurrent hors masse salariale alloué par les établissements de rattachement (tutelles) (total sur 6 ans) | 1 103 |
| Ressources propres obtenues sur appels à projets régionaux (total sur 6 ans des sommes obtenues sur AAP idex, i-site, CPER, collectivités territoriales, etc.) | 1 282 |
| Ressources propres obtenues sur appels à projets nationaux (total sur 6 ans des sommes obtenues sur AAP ONR, PIA, ANR, FRM, INCa, etc.) | 650 |
| Ressources propres obtenues sur appels à projets internationaux (total sur 6 ans des sommes obtenues) | 1 612 |
| Ressources issues de la valorisation, du transfert et de la collaboration industrielle (total sur 6 ans des sommes obtenues grâce à des contrats, des brevets, des activités de service, des prestations, etc.) | 3 |
| Total en K€ | 4 650 |

AVIS GLOBAL

Le Centre Camille Jullian est une unité de recherche de premier plan dans le système universitaire archéologique français. Son ambition internationale dont témoignent des éléments aussi différents que l'internationalisation des recrutements (la directrice est italienne), l'accueil de chercheurs étrangers ou les terrains de fouilles, est d'ailleurs ainsi comprise par les partenaires du Centre.

Les atouts du CCJ sont nombreux : la direction collégiale (une directrice et deux directeurs-adjoints représentant l'AMU et le CNRS) assure ses fonctions dans une atmosphère apaisée – même si on y remarque l'absence d'historiens. La transition entre ancienne et nouvelle direction s'est faite sans accroc comme la présence de l'ancien directeur à la réunion initiale avec le trio directionnel l'a montré. L'archéologie ayant été identifiée par l'université fusionnée comme une priorité, la nouvelle configuration universitaire est bien acceptée par l'ensemble de l'équipe. On regrette d'autant plus une contradiction entre une unité de recherche jugée prioritaire en central et un renouvellement trop partiel des postes par l'UFR dont dépend le CCJ. D'autre part, la fin de l'IdEx a mis un terme aux post-doctorats, ce qui amène le comité à encourager le dépôt de projets ANR ou ERC qui permettent cette solution.

Le fleuron du CCJ réside incontestablement dans l'archéologie navale et notamment sous-marine, domaine dans lequel l'unité est mondialement renommée, ce qui l'amène à intervenir sur la demande d'institutions diverses (EFR, EFA, etc.) partout en Méditerranée et au-delà, en mer Noire par exemple. Mais la pyramide des âges dans cette branche laisse poindre des inquiétudes pour les années à venir. Les données de fouilles, passées et en cours de constitution, les archives, les revues anciennes du CCJ constituent un trésor qui mériterait davantage de valorisation, en dépit des efforts fournis par leur disponibilité via Persée et Open édition.

Les tutelles principales et secondaires appuient avec détermination les dépôts de projets et, si les projets portés par le CCJ à l'ANR et à l'ERC n'ont pas donné de résultats probants, plusieurs ont été récemment déposés sur lesquels le comité fonde beaucoup d'espoirs. En revanche, plusieurs programmes financés par d'autres institutions fournissent des fonds propres et la réalisation de missions scientifiques. On note toutefois des tensions liées à la faiblesse en personnels chargés du suivi administratif et financier des crédits générés par ces programmes de recherche, parmi lesquels des missions de terrain en France et à l'étranger.

Le CCJ a retenu la recommandation du comité précédent concernant les publications scientifiques et cela se traduit par plusieurs publications en anglais dans des revues scientifiques. Le comité apprécie l'existence de services de rédaction en anglais fournis à ceux qui souhaitent écrire un article ou faire une demande de subvention.

Le CCJ compte actuellement 18 doctorants – dont plusieurs étrangers en co-tutelle – et 23 thèses ont été soutenues durant le précédent quinquennal, ce qui montre le dynamisme de la recherche. Des doctorants interrogés regrettent la nécessité qui leur est faite de participer à l'animation de la recherche par du monitorat ou des missions de terrain indépendantes de leurs sujets de thèse, missions qui semblent pourtant indispensables au comité ; ils pensent que ces tâches ralentissent leur travail de recherche. Il serait profitable aux doctorants non financés d'avoir accès à une salle de travail afin de faciliter leur recherche et leur intégration. Ils ne paraissent pas concernés par les questions de harcèlement et le comité leur apprend l'existence d'une cellule d'écoute à l'ED. La possibilité offerte aux jeunes docteurs de prolonger le rattachement à l'unité pour une durée de 5 ans à compter de la date de soutenance de la thèse demeure peu sollicitée par les néo-diplômés. L'accompagnement à l'insertion professionnelle leur apparaît insuffisant et subordonné à la bonne volonté du directeur de recherche.

La recherche elle-même a souffert de la pandémie à l'instar des autres unités, mais aussi de problèmes techniques internes, comme des infiltrations dans la bibliothèque ou d'un manque notoire de personnel nécessitant la fermeture plusieurs demi-journées par semaine. Des horaires d'ouverture complets ou la possibilité pour les membres de l'unité d'accéder aux salles de lecture en dehors des horaires d'ouverture apparaissent comme un enjeu prioritaire pour garantir la poursuite des missions scientifiques de l'unité.

ÉVALUATION DÉTAILLÉE DE L'UNITÉ

A - PRISE EN COMPTE DES RECOMMANDATIONS DU PRÉCÉDENT RAPPORT

Ce point est analysé dans les différentes rubriques du rapport.

B - DOMAINES D'ÉVALUATION

DOMAINE 1 : PROFIL, RESSOURCES ET ORGANISATION DE L'UNITÉ

Appréciation sur les ressources de l'unité

Le cœur de la recherche du CCJ concerne le travail de terrain, dont on sait qu'il est en règle générale fort gourmand en personnel. Les travaux engagés et les spécialités des différents personnels de recherche ou d'appui à la recherche sont très majoritairement en adéquation avec les missions. On note peut-être un ou deux EC dont les intérêts de la recherche semblent assez éloignés du travail de fouille et de prospection. En tout état de cause, les recrutements récents s'inscrivent dans les thématiques avancées

Appréciation sur les objectifs scientifiques de l'unité

Les objectifs scientifiques du CCJ visent d'une part à s'insérer dans la politique de ses tutelles mais ce n'est qu'une petite partie - l'interdisciplinaire - qui est ici mise en avant. À côté de cette interdisciplinarité, le cœur de métier reste dans le champ de l'archéologie maritime et navale, qui fait de l'unité un centre de recherche internationalement reconnu, ce qui permet des collaborations avec des universités françaises et étrangères (européennes et nord-africaines) dans le cadre de programmes communs de formation et de recherche, en adéquation avec les points forts du CCJ.

Appréciation sur le fonctionnement de l'unité

Le CCJ est dirigé par un trio (1 dir. et 2 dir. adjoints) complémentaire (1 AMU et 1 CNRS), en accord avec les recommandations concernant parité et non-discrimination en fonction des statuts des personnels. Leur formation continue est assurée et deux domaines apparaissent dans le DAE importants. Si les risques environnementaux sont identifiés dans la recherche d'un développement durable, la question de la sécurité prend une place importante. Tous les centres de recherche veillent, à la sécurité informatique mais les risques liés à la plongée sous-marine semblent être les plus importants.

1/ L'unité possède des ressources adaptées à son profil d'activités et à son environnement de recherche.

Points forts et possibilités liées au contexte

Le CCJ possède plusieurs atouts qui sont autant de points forts pour mener à bien les missions qui lui sont assignées et dans le cadre de son environnement de recherche. La direction de l'unité est assurée par un trio complémentaire qui, lors de la visite, n'a été l'objet d'aucune critique virulente. C'est aussi le nombre et la qualité des structures avec lesquelles l'unité travaille et qui lui ouvrent des possibilités de financement. La participation au LabexMed jusqu'en 2019 lui a permis de tisser des liens importants avec d'autres centres de recherche, notamment les autres laboratoires d'archéologie de la Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme. L'intégration du CCJ dans la fondation Aix-Marseille Université, ainsi que dans le réseau des Maisons des Sciences de l'Homme et, depuis peu à l'Institut d'Archéologie Méditerranéenne ARKAIA permet le financement et la valorisation d'entreprises scientifiques grâce à la réponse à de nombreux AAP. L'expertise qui lui est reconnue au niveau international dans le domaine archéologique et notamment dans le domaine

des fouilles sous-marines explique l'ampleur des missions qui lui sont demandées de part et d'autre de la Méditerranée.

Les points forts du CCJ résident également dans les revues scientifiques d'audience nationale et internationale qu'il publie ainsi que par la Bibliothèque d'Antiquités d'Aix, entièrement gérée par lui, alimentée par une politique d'échanges, d'abonnements et d'achats qui en font l'une des bibliothèques les mieux dotées dans le domaine de l'histoire ancienne et de l'archéologie.

Pour le travail spécifique sur le terrain, le laboratoire est équipé de tout le matériel professionnel nécessaire aux prospections et fouilles terrestres et sous-marines, ces dernières nécessitant un matériel considérable, tant pour le travail lui-même que pour la sécurité des personnels : les 12 agents plongeurs sont équipés individuellement pour la plongée et le laboratoire dispose aussi du matériel de sécurité nécessaire (deux kits d'oxygénothérapie et deux défibrillateurs semi-automatiques).

Points faibles et risques liés au contexte

Les points faibles sont mis en avant par le rapport d'auto-évaluation. Le premier réside dans un manque de personnel qui touche avant tout les métiers d'appui à la recherche sur le terrain (topographie, spatialisation et organisation des données) et en laboratoire (gestion et partage de la documentation produite par le terrain et gestion des archives historiques). L'inventaire et la mise à disposition des archives pour les chercheurs sont particulièrement touchés. Dans ce domaine, plusieurs groupes de travail et consortiums ont pourtant vu le jour (GT « Données et archives de la recherche », Consortium MASA, Ar&AR, NAHAN), au sein du CCJ ou dont le centre est membre. La politique de gestion des archives mériterait d'être éclaircie et le rôle de chacun de ces groupements mieux défini pour faciliter l'accès à cette documentation.

De plus, la pyramide des âges dans cette catégorie montre que la plupart des chercheurs et enseignants-chercheurs sont dans la tranche d'âge des 50-55 ans. Or, un certain nombre de ces métiers nécessitent une présence sur le terrain (pour ne pas parler des fouilles sous-marines) et le rajeunissement des équipes est indispensable : le recrutement d'ingénieurs d'étude ou d'ingénieurs de recherche reste prioritaire et les tutelles doivent être sollicitées.

De la même manière, existe une inquiétude parmi les personnels dans le domaine RH : trois postes d'Histoire ancienne risquent de disparaître en raison de leur non-renouvellement dans le plan pluri-annuel de recrutement par l'UFR. La bibliothèque fonctionne avec trois personnels seulement et doit fermer plusieurs demi-journées.

Un autre point faible - déjà noté dans le rapport de 2017 - concerne le nombre réduit de projets ANR et ERC déposés devant les instances compétentes. Certes, les missions de terrain bénéficient de sources de financement spécifique par des instances nationales (le ministère de la Culture) ou internationales, par le biais de financements européens ou fournis par le MAE et/ou le réseau des EFE. Si les multiples projets retenus par le CCJ en association avec les autres laboratoires du consortium de l'Institut d'archéologie méditerranéenne ARKAIA peuvent produire à terme un effet levier pour la mise en place de programmes plus ambitieux aux niveaux national, européen et international, il n'en reste pas moins que, dans l'environnement international de la recherche, les AAP sont une source de financement capital qui d'une part assure la permanence sur quatre à cinq années de certaines missions, d'autre part permet elle-même un effet de levier considérable. Il est souligné dans le rapport que le problème du faible taux de réponse aux AAP est en partie lié à l'absence d'aide au montage pour ce type de projets nationaux, européens ou internationaux. Une réponse à ce manque mériterait d'être trouvée et pourrait l'être dans le cadre de mutualisations avec l'AMU ou ARKAIA).

2/ L'unité s'est assigné des objectifs scientifiques, y compris dans la dimension prospective de sa politique.

Points forts et possibilités liées au contexte

Les objectifs scientifiques du CCJ s'inscrivent dans les questionnements actuels de ses domaines de recherche, abordés dans une perspective spatio-temporelle (la Méditerranée, de la Proto-Histoire jusqu'à l'Antiquité tardive) qui fonde son originalité et sa qualité dans la recherche scientifique française. Par exemple, l'excellence de l'archéologie maritime et navale, figure de proue du CCJ et reconnue par toute la communauté scientifique, l'est également par ses tutelles.

De la même manière, l'objectif d'internationalisation de la recherche fixé par l'une des tutelles, le CNRS, trouve sa matérialité par les nombreux programmes étrangers qui font appel à ses compétences. Dans cet esprit, l'adéquation des objectifs scientifiques de l'unité avec la politique de sa principale tutelle scientifique, le CNRS, est totale.

La politique scientifique du CCJ tient également compte d'objectifs régionaux, comme le montrent les multiples projets et programmes lancés avec les collectivités territoriales (villes, métropoles, départements), mais également avec le réseau muséal français, tant régional (le MUCEM, par exemple) que national (le Louvre). Le CCJ possède également des liens avec d'autres centres de recherche français, au-delà des institutions regroupées dans le consortium ARKAIA, dans les domaines qui sont les siens ou s'en approchent, ce qui lui permet son insertion complète dans la recherche nationale.

L'organisation interne du CCJ vise à promouvoir la déclinaison opérationnelle de ses objectifs scientifiques : le Conseil de Laboratoire, dans lequel tous les statuts - y compris les doctorants- sont représentés, a pour mission naturelle de délibérer sur les questions d'ordre scientifique. Ce Conseil est piloté par une directrice et deux directeurs-adjoints (un EC et un chercheur). Il est réuni régulièrement et on devine une bonne circulation des décisions prises.

La politique de préservation du patrimoine, devenu un axe essentiel de toute politique de recherche, est bien prise en compte par l'unité.

Points faibles et risques liés au contexte

Si l'on écarte la question sanitaire qui a évidemment beaucoup affecté le fonctionnement de l'unité et si l'on exclut l'absence de réussite aux appels à projets ANR et ERC, on constate que, parmi les liens tissés avec les collectivités territoriales, la faiblesse relative des relations avec le Conseil Régional. Il est fait mention à une reprise seulement de la « Région Sud », à propos des AAP de la Région Sud destinés au soutien des plateformes. Or, on sait que les Conseils Régionaux investissent souvent dans la recherche avec les universités.

Si l'on examine l'adéquation entre l'organisation interne de l'unité et la déclinaison opérationnelle de sa stratégie, un point de faiblesse pourrait résider dans une équipe de direction dans laquelle semble manquer un(e) secrétaire général(e) qui piloterait la gestion des tâches des différents services.

3/ Le fonctionnement de l'unité est conforme aux réglementations en matière de gestion des ressources humaines, de sécurité, d'environnement et de protection du patrimoine scientifique.

Points forts et possibilités liées au contexte

La gestion des ressources humaines dans une unité aussi importante en nombre d'agents que le CCJ est essentielle pour sa bonne marche. Dans cet esprit, les charges de responsabilités collectives sont partagées sans distinction entre les agents, quel que soit leur corps et de manière paritaire. Plusieurs exemples individuels montrent que la direction a su accompagner les souhaits d'évolution de carrière d'agents ITA du CNRS. Les formations proposées sont en adéquation avec les problèmes scientifiques et techniques du Centre (langues étrangères, ciblées sur l'anglais, langue internationale, et l'arabe, d'importance majeure pour les missions d'outre-Méditerranée, et la sécurité, dont on saisit la nécessité dans le cadre des plongées).

C'est précisément dans le secteur de la sécurité que l'action de la direction dans le domaine RH est centrale. La plongée sous-marine, on le sait, présente des risques importants et un service spécifique a été mis en place. Il organise le suivi administratif et médical des plongeurs et l'entretien régulier du matériel afin que ce dernier corresponde aux normes de sécurité. Ces points, considérés comme acquis, n'ont pas fait l'objet de remarques supplémentaires lors de la visite.

Dans le cadre de la politique de ses tutelles (CNRS et AMU), le CCJ en respecte les dispositions réglementaires concernant l'usage et la sécurité des systèmes informatiques, sous couvert du Service Informatique (SI) de la MMSH. Le parc informatique du Centre a fait l'objet d'un recensement rigoureux (49 unités centrales et 45 portables) afin d'en permettre le renouvellement régulier. Une attaque informatique récente a mis en lumière l'importance du système de défense nécessaire.

Le CCJ a également fait de louables efforts dans le domaine du développement durable, en veillant d'une part au recyclage des papiers et cartons mais aussi en incitant à réduire l'usage du papier. Dans la même veine, et quelle que soient les difficultés inhérentes à des locaux qualifiés de « passoires thermiques », le CCJ incite aussi à limiter le recours au chauffage et à la climatisation.

Points faibles et risques liés au contexte

Il faut tout d'abord évacuer les types de faiblesses liés à des impondérables extérieurs qui ont touché l'ensemble des unités de recherche, comme la récente pandémie de COVID et ses conséquences multiples (généralisation du télétravail, absences dues à la maladie en sortie de confinement, etc.) pour se limiter à ce qui fait la spécificité du CCJ.

Quelques faiblesses peuvent apparaître çà et là en matière de gestion des ressources humaines. La grande latitude offerte aux agents, notamment les ITA du CNRS pour la gestion de leur carrière, peut amener à créer de manière presque artificielle des vides, illustrés par le départ pour l'Égypte de la restauratrice du mobilier archéologique, départ qui ne paraît pas avoir été remplacé par un recrutement. De plus, il a déjà été fait mention de craintes face au vieillissement du personnel et à d'éventuels non-recrutements.

On conçoit bien que, malgré toutes les précautions prises pour protéger les personnels de plongée sous-marine, les risques, inhérents à ce type de pratique, sont réels. Mais on ne saurait sans mauvaise foi pointer ce fait comme étant une faiblesse. En revanche, mais cela a déjà été dit par ailleurs, il est certain que la pyramide des âges des agents pratiquant la plongée accroît les risques associés à cette pratique. On pourrait d'ailleurs, avec cependant des risques par nature inférieurs, élargir cette donnée à tous les agents pratiquant des activités de

terrain ne se limitant pas à un secteur purement régional et impliquant des déplacements longs, souvent à l'étranger et nécessitant une bonne condition physique.

DOMAINE 2 : ATTRACTIVITÉ

Appréciation sur l'attractivité

Héritier de l'Institut d'Archéologie Méditerranéenne, depuis 1978 le CCJ s'est affirmé comme un centre de recherche de référence pour l'étude de l'espace méditerranéen et de l'Afrique, internationalement reconnu pour les recherches sous-marines, qui constituent indéniablement le domaine d'excellence du laboratoire. Avec ses 101 personnels (dont 87 permanents – 78 hors émérites et détachés – et 14 contractuels), le CCJ est aujourd'hui un acteur incontournable à la fois de la recherche et de la formation en archéologie.

1/ L'unité est attractive par son rayonnement scientifique et contribue à la construction de l'espace européen de la recherche.

Points forts et possibilités liées au contexte

L'attractivité du laboratoire repose en premier lieu sur son ancrage dans le paysage de la recherche archéologique nationale et internationale. Ses liens avec les services régionaux de l'archéologie, le DRASSM, l'Inrap, les instituts de recherche français et étrangers, ainsi que son adhésion à des programmes de longue haleine, comme le GDS 3378 Frantiq ou le consortium MASA, placent le CCJ au cœur des problématiques archéologiques actuelles. L'intégration, depuis, 2020, à l'institut ARKAIA, dans lequel le CCJ joue un rôle moteur, a amplifié le rayonnement scientifique de l'unité et permis de renforcer les liens entre recherche et formation (au sein d'ARKAIA, le CCJ pilote le Master MoMArch).

Les indicateurs relevés par le Hcéres reflètent le rayonnement scientifique du CCJ à la fois en France et à l'étranger. Entre 2016 et 2021, les membres du CCJ ont participé à 257 manifestations scientifiques internationales. Presque la moitié des 344 communications (47,1 %) ont été présentées dans des pays étrangers. Parmi ceux-ci, nous soulignerons la présence de pays extra-européens, tels que les États-Unis, le Brésil, l'Australie et le Japon. Le CCJ est également très actif dans l'organisation de congrès : pendant la période considérée, ses membres ont participé à l'organisation de 54 manifestations différentes, dont plusieurs manifestations périodiques à très haute visibilité internationale (pour l'archéologie navale, on signalera, par exemple, l'*International Symposium on Boat and Ship Archaeology*). Parmi ces congrès, quatre ont intégré dans leurs comités scientifiques des membres du CCJ (3 au total : J.-P. Morel, V. Gaggadis-Robin et G. Boetto).

Les membres du CCJ ont exercé des responsabilités éditoriales dans des revues et des collections de renom, dédiées aux domaines de recherche traditionnels du laboratoire. 57 titres ont été recensés pour la période 2016-2022 : des revues (65 %), des collections (32 %) et des magazines scientifiques (3 %), émanant, en proportions quasi égales, d'éditeurs académiques (36 %), de maisons d'édition privées (31 %) ou liées à des associations à caractère scientifique (26 %). Les membres du laboratoire publient, par ailleurs, dans des revues internationales de haut niveau (Q1) par exemple le *Journal of Roman Archaeology*, l'*International Journal of Nautical Archaeology* et le *Journal of Archaeological Science: Reports*. L'investissement des membres du CCJ dans des instances de pilotage de la recherche ou d'expertise scientifique nationales et internationales participe au rayonnement de l'unité. Notons toutefois que les 42 charges détaillées dans le tableau 3 de l'Annexe D2 sont assurées par un nombre relativement restreint de membres de l'unité (15 au total). Une dizaine de membres figurent parmi les membres d'institutions scientifiques, académies et sociétés savantes reconnues à l'échelle internationale. Pour finir, 13 membres du laboratoire ont été lauréats de prix et de distinctions scientifiques pendant la période considérée.

Points faibles et risques liés au contexte

Les indicateurs analysés montrent l'ampleur du rayonnement scientifique du laboratoire, ainsi que le prestige dont il bénéficie, à la fois en France et à l'étranger. Cependant, le vieillissement du personnel ainsi que les prochains départs à la retraite pourraient à court terme affaiblir l'attractivité de l'unité, en l'absence de recrutements adaptés. Ceux-ci mériteraient d'ailleurs d'être mis en œuvre suffisamment en amont, afin de favoriser le transfert de compétences et savoir-faire techniques qui constituent l'une des forces de l'unité. Notons par ailleurs que la visibilité du CCJ repose à l'heure actuelle sur une poignée de personnalités illustres, en fin de carrière, voire émérites, un aspect qui a été observé déjà par le précédent comité d'évaluation. Le laboratoire se donne-t-il les moyens d'assurer la relève ?

2/ L'unité est attractive par la qualité de sa politique d'accueil des personnels.

Points forts et possibilités liées au contexte

Au sein du CCJ les doctorants dont les travaux s'inscrivent dans les axes du laboratoire trouvent un environnement et un encadrement de qualité pour conduire leurs recherches. Au-delà des conditions matérielles qui leur sont garanties (bureaux et/ou postes de travail, prêt de matériel, aides financières de différentes natures, etc.), ceux-ci bénéficient d'un large panel de formations – de la céramologie à l'utilisation des logiciels 3D – qui reflètent la richesse des domaines d'expertise du CCJ. Ces formations permettent aux doctorants de développer des savoir-faire en adéquation avec les besoins du monde du travail actuel, en leur ouvrant des perspectives de carrière qui vont au-delà du champ strictement académique (musées, services archéologiques de l'état, opérateurs d'archéologie préventive, etc.).

L'attractivité du laboratoire est attestée par le nombre de demandes d'affectation émanant de chercheurs candidats à des postes permanents : sur la période, 36 demandes ont été reçues ; au total, 3 CR et 5 EC (dont 3 MCF et 2 PU) ont intégré le CCJ. L'accueil de chercheurs de renom dévoile l'attractivité de l'unité en France et à l'étranger. Sur les 19 personnalités accueillies entre 2016 et 2021, dans le cadre de séjours de recherche ou pour animer des séminaires et des conférences, 13 émanent d'établissements de recherche étrangers. De surcroît, le CCJ a accueilli une soixantaine de chercheurs tunisiens et algériens, dans le cadre d'accords noués avec les institutions de ces pays.

La stratégie adoptée en matière de science ouverte a incontestablement accru la notoriété du laboratoire : politique incitative vis-à-vis du dépôt dans HAL, diffusion des revues du laboratoire sur Persée et Open Edition, amélioration du référencement des publications en ligne. Ces actions garantissent aux chercheurs une visibilité en constante hausse de leurs travaux.

Depuis le 1er septembre 2020, le fait que la direction du laboratoire soit assurée par une chercheuse de renommée mondiale a renforcé la notoriété internationale du laboratoire, tout en offrant aux jeunes chercheuses un modèle de réussite dans la carrière scientifique.

Points faibles et risques liés au contexte

Le caractère vétuste d'une partie des locaux et la fermeture de la bibliothèque pendant plusieurs demi-journées par semaine ont affecté l'attractivité de l'unité.

En ce qui concerne l'accueil des doctorants et post-doctorants, le laboratoire a utilement introduit le statut de « jeune docteur » qui permet aux néo-diplômés de prolonger leur rattachement à l'unité pendant les 5 ans qui suivent la soutenance de la thèse. Cependant, les modalités d'attribution de ce statut apparaissent encore peu connues par les doctorants, ainsi que par les jeunes docteurs. Ceux-ci mériteraient d'ailleurs d'être mieux accompagnés dans leur recherche d'emploi (l'unité pourrait par exemple proposer une aide à la rédaction de projets de recherche, l'organisation d'auditions blanches, etc.).

Un risque pour le dynamisme du laboratoire est l'absence de remplacement des contrats post-doctoraux dans le cadre du nouveau dispositif des instituts d'établissement instauré par Aix-Marseille université. Afin de garantir l'accueil de nouveaux post-doctorants, le laboratoire devrait diversifier les sources de financement de ces supports – jusqu'à présent soutenus par le biais du LABEXMED et d'AMIDEX uniquement – et promouvoir des dispositifs financés par la Commission Européenne, comme les actions Marie Skłodowska-Curie (*European Fellowships* et des *Global Fellowships*).

L'accueil de chercheurs extérieurs (français et étrangers) génère une charge de travail administratif que l'unité n'est pas à l'heure actuelle en capacité d'assurer dans de bonnes conditions. Si le CCJ veut maintenir un volume d'accueil de chercheurs extérieurs – post-doctorants et chercheurs - qui soit à la hauteur de sa réputation internationale, il doit nécessairement se doter de personnel administratif support.

3/ L'unité est attractive par la reconnaissance que lui confèrent ses succès à des appels à projets compétitifs.

Points forts et possibilités liées au contexte

Entre 2016 et 2021, les membres du CCJ se sont investis dans la réponse aux AAP en remportant de nombreux succès. À l'échelle européenne, l'unité figure comme partenaire du programme H2020 NEANIAS, dans lequel il pilote le volet « archéologie sous-marine », de deux projets Erasmus+ et de nombreux programmes portés par d'autres établissements, comme le projet SASMAP.

L'une des spécificités du CCJ réside dans ses liens avec les pays de la rive sud de la Méditerranée. La réponse aux AAP européens a permis de renforcer cette dynamique. Un programme ERAMUS+ Mobilité Internationale de Crédit, couvrant la période pour la période 2018-2021, a permis par exemple la mise en place d'un chantier-école tuniso-français. On signalera également la participation du CCJ au projet européen H2020 SFAX

FORWARD - Cultural Heritage in South Tunisia. À twinning project promoting interdisciplinary and participatory sciences for an inclusive society (2019-2023) et aux chantiers financés par l'Institut archéologique allemand ou le PHC (Partenariat Hubert Curien). 16 contrats, dont 2 bourses de recherche, sont financés par des associations caritatives et des fondations comme *Honor Frost Foundation*, ou la reprise des données de l'épave de la Madrague de Giens soutenu et financé par le *Shelby White and Leon Levy program for Archaeological Publications*. Il y a aussi quelques contrats internationaux comme au Japon ou au Brésil. À noter enfin que quatre doctorants en co-tutelle entre AMU et des universités italiennes ont bénéficié d'une bourse de mobilité de l'université Franco-Italienne (Programme Vinci).

Au niveau national, l'unité a su tirer pleinement profit des ressources mises à disposition par le LabexMed et la Fondation A*Midex, qui ont constitué, pendant la période considérée, la principale source de financement des programmes menés par l'unité. Depuis 2020, l'intégration au sein de l'institut d'établissement ARKAIA a permis au laboratoire d'accéder à de nouveaux financements : 10 des 15 projets « Amorce » retenus dans le cadre des AAP émanant d'ARKAIA au cours des deux dernières années sont co-portés par des membres du CCJ soit 67 %. Alors que l'unité ne figure pas comme porteuse de projets financés par l'ANR, elle a su néanmoins intégrer des programmes ANR portés par d'autres établissements, comme le programme « Contenus numériques et interactions » (CONTINT). Il convient pour finir de souligner l'obtention de financements émanant du MEAE, les Ambassades de France et les écoles françaises à l'étranger.

Points faibles et risques liés au contexte

La principale faiblesse du laboratoire pendant la période considérée dépend de l'absence de projets financés par des agences de moyens – dont l'ANR – portés par l'unité. Certes, comme souligné par le précédent comité d'évaluation, le faible taux de réponse dépend aussi de l'accès du laboratoire à des sources de financement locales, qui ont permis de garantir un niveau d'activité globalement très satisfaisant. Cependant, dans un contexte très compétitif, la réponse à des appels à projets émanant de l'ANR et a fortiori de la Commission européenne permettrait de renforcer la visibilité au laboratoire sur le plan international, tout en élargissant ses perspectives de collaboration. Le comité a constaté que la plupart des chercheurs du CCJ étaient sensibilisés à ces enjeux et prêts à déposer des nouveaux projets, malgré le temps de préparation que cela représente. Pendant la période considérée, un certain nombre de projets ont pu être déposés et, même si ceux-ci n'ont pas encore produit les résultats escomptés, le laboratoire est confiant pour les appels à venir. Un facteur de risque, pour le développement de ces actions, est constitué par la surcharge de travail des personnels en charge de la gestion administrative et financière du laboratoire.

4/ L'unité est attractive par la qualité de ses équipements et de ses compétences technologiques.

Points forts et possibilités liées au contexte

Le CCJ propose des équipements de premier ordre pour la conduite de ses missions scientifiques : ses plateaux techniques, ses installations pour la documentation et la reconstitution des navires antiques méditerranéens à partir des vestiges archéologiques, sa bibliothèque spécialisée (la Bibliothèque d'Antiquité d'Aix) et les collections essentielles qu'elle abrite pour la protohistoire et l'Antiquité classique de l'Europe du sud et de l'Afrique du nord, son Aérophotothèque qui offre des vues aériennes et une cartographie de la France méridionale, sa Céramothèque, ses Ressources Numériques et sa Photothèque d'Archéologie Méditerranéenne, dont le fonctionnement dépasse largement le cadre strict du laboratoire, constituent un potentiel d'appui à la recherche tout à fait extraordinaire à l'échelle nationale et internationale.

Points faibles et risques liés au contexte

Si le CCJ souhaite maintenir son niveau de technicité, voire le développer, il faudra renforcer le service de topographie de l'unité à la fois en effectifs et en compétences. Il est également important d'augmenter le personnel de BiAA, même à temps partiel, pour permettre une routine de travail pour les chercheurs. Il est également recommandé de terminer les travaux liés à l'inondation de la bibliothèque et de l'entretenir au mieux pour le bénéfice des étudiants et des chercheurs.

La multiplication des chantiers en France et à l'étranger (jusqu'à 6 chantiers de 2/3 semaines de mai à novembre) et par conséquent, l'augmentation des données spatialisées (photogrammétries, modèles 3D) nécessitent le développement de nouvelles compétences en géomatique et SIG.

DOMAINE 3 : PRODUCTION SCIENTIFIQUE

Appréciation sur la production scientifique de l'unité

L'unité rassemble des archéologues, historiens de l'art antique, épigraphistes et historiens, avec une longue tradition de productions collectives, au sein de 6 axes, dont deux transversaux, et 18 programmes. La production, de qualité, quantitativement importante, est nationalement et internationalement reconnue. Elle porte sur le modèle civico-urbain et sa traduction dans le territoire, les économies antiques et les systèmes techniques, les interactions avec l'espace maritime et les échanges entre les rives de la Méditerranée, de l'arc alpin au Maghreb, jusqu'au Levant.

1/ La production scientifique de l'unité satisfait à des critères de qualité.

Points forts et possibilités liées au contexte

Les membres de l'unité ont produit, de 2016 à 2021 : 403 communications orales, dont 375 dans le cadre de rencontres scientifiques et 28 auprès d'un grand public ; 305 articles parus (sauf vulgarisation) dans des revues nationales ou internationales ; 32 articles dans des revues de vulgarisation ; 411 chapitres d'ouvrage scientifique parus (dont en réalité pour la plupart des contributions dans des actes de colloques) ; 95 ouvrages ou directions d'ouvrages scientifiques et 95 autres ouvrages ou chapitres dans les ouvrages de vulgarisation. À cela, s'ajoutent 120 rapports à tonalité archéologique. On ne recense que 43 comptes rendus ou notes de lectures, 6 billets dans des blogs et 9 notices d'encyclopédie.

Plusieurs membres de l'unité ont publié dans *la Bibliothèque d'archéologie méditerranéenne et africaine - BIAMA, collection du CCJ en co-édition maintenant avec les Presses Universitaires de Provence* ou dans l'une des trois publications dont le CCJ assure la rédaction pour CNRS éditions : *Archaeonautica et Antiquités africaines, et de la collection Études d'Antiquités africaines.*

Le document d'autoévaluation met en avant 11 éléments dans un portfolio en annexe, offrant « une vision assez exhaustive de la richesse, de l'ampleur et de l'originalité des domaines et des thèmes qui caractérisent les activités de recherche du laboratoire ». Outre les monographies (Biard 2017), édition d'ouvrages collectifs (Ismard 2021), résultats de fouilles archéologiques (Koncani Uhač, Boetto, Uhač 2019 Villedieu 2021) ou volume d'inscriptions (Augusta-Boularot, Courrier 2021), on note l'existence de la base EpiCherchell - *Corpus des inscriptions de Cherchell en Algérie* qui vise à mettre en ligne le dossier des inscriptions de ce lieu, représentatif d'une des différentes archives documentaires attachées aux missions en Afrique du Nord dont le CCJ est dépositaire.

Le CCJ favorise également la publication en anglais, pour répondre à la demande des éditeurs et des tutelles, avec une forte injonction dans certains champs disciplinaires (géosciences, archéologie maritime) pour élever en qualité la production d'ouvrages (pour les productions réalisées par des équipes internationales multilingues) ou pour faciliter l'accès aux contenus scientifiques à un lectorat étranger. Toutefois, le CCJ continue à soutenir le multilinguisme à l'échelle des collaborations et des études européennes. De 2016 à 2021, sur les 1551 publications, ¾ sont en langue française (1160) et ¼ en anglais ou dans une autre langue étrangère (391).

Points faibles et risques liés au contexte

L'unité elle-même produit des ressources documentaires liées à ses différentes activités archéologiques, sous-marines ou terrestre, dont l'expertise est reconnue nationalement et internationalement.

Les experts Hcéres regrettent que ce point ne soit pas assez bien mis en avant dans le rapport, hormis les 120 rapports produits de 2016 à 2021 recensés dans l'extraction réalisée à partir de HAL le 4 avril 2022, sur les dépôts effectués jusqu'au 20 février 2022 inclus.

L'implication du CCJ dans divers projets internationaux tels que TRIADS - Tunisie (*Training and Research in Archaeology and Development Strategies in Tunisia*) ; PATHWAY (*Protohistoric to Medieval Pastoralism in Western Alps: the origins and development of long-term transhumance*); ou la Chaire UNESCO (2017-2021, en cours de renouvellement) et le Master MoMArch ; le projet européen H2020 NEANIAS (*Novel EOSC Services for Emerging Atmosphere, Underwater & Space Challenges*) témoigne d'une vitalité certaine mais aussi d'un risque propre à une co-production par définition dépendante des partenaires.

Toutefois le CCJ se donne les moyens de sa politique de recherche, dont dépend ensuite la production scientifique : les membres de l'unité ont très fortement répondu aux AAP mis en place par l'Institut ARKAIA. Sur les 15 projets « Amorce » 2020 et 2021 retenus, 10 sont co-portés par des membres du CCJ (soit 67 %). De même, 50 % des « Actions interdisciplinaires » 2020 et 2021 sont co-pilotées par le CCJ (4 sur 8). Le Master MoMArch continue à être piloté par la CCJ, qui reste fortement engagé dans cette filière de master d'Aix-Marseille Université à laquelle est adossée la Chaire UNESCO en archéologie maritime et côtière, elle-même en cours de renouvellement.

2/ La production scientifique est proportionnée au potentiel de recherche de l'unité et répartie entre ses personnels.

Points forts et possibilités liées au contexte

Cette partie du document d'autoévaluation est la moins bien renseignée de tout le dossier, amenant les experts du Hcéres à souligner que la présentation de l'unité, telle qu'elle apparaît dans les 25 pages avant le document d'autoévaluation lui-même, aurait gagné à être synthétisée à cet endroit. La logique du point « 5 – Bilan scientifique de l'unité » ce « pré-document » est en effet de présenter, axe par axe, les productions significatives qui y ont été menées.

Nul doute que la production scientifique est en adéquation avec le potentiel de recherche de l'unité et que la qualité de la recherche n'est pas sacrifiée à la quantité.

Le point « 5 – Bilan scientifique de l'unité » du « pré-document » d'évaluation laisse apparaître que la production scientifique de l'unité est répartie de façon relativement équilibrée entre les équipes. De ce point de vue, la mention « sans objet » relevé dans le dossier d'autoévaluation (C2. p. 59) est a minima sans objet elle-même.

Tous les chercheurs et enseignants-chercheurs, contractuels (CDD, ATER), doctorants, post-doctorants (jeunes chercheurs), y compris les IR et IE, les agents du ministère de la Culture et de l'Inrap contribuent, selon la quotité de temps qu'ils consacrent à la recherche, à la production scientifique de l'unité

Points faibles et risques liés au contexte

Durant la période 2016-2021, le recrutement de 3 CR, de 3 ITA (1 IE BAPD, 1 IEHC BAP F en 2019 mutualisé à 50 % ; et 1 AI BAP F en 2020) et de 5 EC sont venus remplacer et/ou élargir la capacité de production scientifique de l'unité. Le poids des « superstars retraités », dont certains restent d'actifs publiants – poids souligné dans le précédent rapport du Hcéres - se trouve ainsi compensé. Le défi reste toutefois le degré d'intégration de ces recrutés au sein de l'unité, dont les responsabilités n'apparaissent pas toujours au même niveau dans l'organigramme.

Le vieillissement des 12 agents en charge de l'activité sous-marine (4 CR, 1 EC, 7 ITA - dont 1 CDD AMU - dont presque 70 % a dépassé les 51-55 ans) risque également d'avoir un impact sur la production scientifique à venir dans ce domaine. Le rapport d'autoévaluation souligne opportunément qu'« il ne faut pas compter sur leur implication jusqu'à 67 ans dans ce type d'activité nécessitant un fort potentiel physique ».

De même, la multiplication des chantiers en France et à l'étranger (jusqu'à 6 chantiers de 2 à 3 semaines de mai à novembre) et l'augmentation des données spatialisées (photogrammétries, modèles 3D) nécessitent le développement de nouvelles compétences en géomatique et SIG, propres à produire des résultats scientifiques.

L'enjeu du CCJ est de pouvoir continuer à assurer un recrutement adapté, préalable indispensable à ce que la recherche puisse elle-même continuer à être produite de manière satisfaisante, tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif.

3/ La production scientifique de l'unité respecte les principes de l'intégrité scientifique, de l'éthique et de la science ouverte.

Points forts et possibilités liées au contexte

Le CCJ s'efforce d'intégrer dans sa propre politique les directives du Plan national de la science ouverte de 2018 et la feuille de route du CNRS pour la science ouverte de 2019, au moins pour l'accès aux publications scientifiques, les données de la recherche, la formation et les compétences.

La politique de AMU de conditionner, depuis 2017, un bonus financier au respect de sa charte de signature institutionnelle et au dépôt en accès ouvert des publications sur HAL, a conduit l'unité à procéder chaque année à des campagnes de dépôts des productions scientifiques dans l'archive ouverte. Le rapport d'autoévaluation reconnaît que la marge de progression reste importante, mais la mécanique semble bien enclenchée. Une ingénieur IST répond aux sollicitations concernant les revues prédatrices, informe les doctorants, oriente les chercheurs.

Par ailleurs, les deux revues, *Archaeonautica* et *Antiquités africaines* sont diffusées sur Persée jusqu'en 2016 et depuis sur *Open Edition Journals* et un IR IST accompagne les chercheurs pour déposer leurs productions sur HAL. Cela a, semble-t-il, amené à clarifier la politique des revues (règle de transparence dans l'évaluation des manuscrits, réorganisation des comités de lecture, mise en œuvre des contrats auteurs). Les volumes 1 à 29 de la collection *Bibliothèque d'archéologie méditerranéenne et africaine – BIAMA*, sont accessibles en libre accès sur l'espace des publications CCJ, ouvert en 2019 sur la plateforme *Open Edition Books*.

Le CCJ a été l'initiateur, à la MMSH, du déploiement des espaces de stockage de l'offre Huma-Num. Ainsi, chaque programme et les services ont un espace personnalisé, réservoir sécurisé des fichiers communs.

Le CCJ bénéficie en ce domaine des retombées de son axe transversal 2 : « Données de la recherche, corpus, systèmes d'information » qui conduisent à organiser à l'échelle du laboratoire une gestion rationnelle des données.

L'importante documentation rassemblée par le CCJ depuis plusieurs dizaines d'années et celle produite actuellement est valorisée sur plusieurs plateformes interconnectées qui exploitent des logiciels libres et respectent les principes FAIR pour l'accès, l'interopérabilité et la réutilisation des données : Ar&Ar - Archives et Archéologie, CoReA - Corpus et Ressources archéologiques, SculptuRo ou EpiCherchell.

La production du CCJ est fondée sur des bases théoriques et méthodologiques solides propres aux domaines de recherche qui sont les siens. À l'international, l'unité enjoint ses agents à respecter les réglementations des pays d'accueil, tant pour la collecte documentaire que pour les études et publications. La fouille, l'étude, le stockage et l'exposition éventuelle de restes humains découverts en contexte archéologique sont toujours menés par ces chercheurs formés aux méthodes et aux enjeux de l'archéo-thanatologie et conscients des problématiques éthiques liées au respect de la dignité de la personne humaine.

Points faibles et risques liés au contexte

Si la mécanique semble bien enclenchée, le dossier d'autoévaluation indique qu'il a conscience que le partage des publications selon les préconisations de la Science Ouverte doit encore être amélioré. Le dépôt sur HAL doit continuer d'être systématique. Bien que continu dans l'idéal, ce dépôt fait l'objet d'une campagne annuelle incitative en fin d'année pour les chercheurs afin d'accompagner leur fichier RIBAC, et au premier trimestre pour les enseignants-chercheurs, afin que le laboratoire remplisse au mieux les critères déclenchant le Bonus recherche de l'université d'Aix Marseille. On peut se demander si un personnel dédié ne pourrait pas constituer une aide précieuse.

Le partage des données de base, strictement lié à la question de la gestion des archives, demande encore un fort investissement.

L'unité développe des bases de données. Ainsi, un effort est porté sur la Base Nakala pour le dépôt des images. Toutefois, les données plus individuelles restent encore gérées par l'intermédiaire de *Filemaker* (licence propriétaire) : l'enjeu est d'assurer l'accès de ces données par un transfert dans des formats ouverts.

De même, les nouvelles données, quand elles concernent une équipe, sont développées avec des outils ouverts, avec une structure de métadonnées interopérable. L'enrichissement documentaire est aligné sur des référentiels du web des données (Pactols, IdRef, Periodo, Geonames). L'ensemble est pensé dans une perspective de reproductibilité, avec un code source ouvert.

La photothèque, archive iconographique du laboratoire, était gérée par un système professionnel, Ajaris, installé sur les serveurs de la MMSH. Malgré l'attaque par rançonneur du printemps 2021, le site est accessible mais la gestion des demandes d'images est limitée.

Le dossier d'autoévaluation indique qu'un plan de gestion des données du laboratoire est en cours d'élaboration. Il signale l'existence déjà d'un guide sur la gestion et le traitement des données. Une politique réfléchie, avec des moyens financiers et humains, est indispensable pour assurer le dépôt, le stockage et l'accessibilité des produits de la recherche. Les enjeux de sécurité ne sont pas les moindres.

DOMAINE 4 : INSCRIPTION DES ACTIVITÉS DE RECHERCHE DANS LA SOCIÉTÉ

Appréciation sur l'inscription des activités de recherche de l'unité dans la société

Le CCJ présente une activité partenariale importante attestant qu'il est une ressource reconnue d'expertises dans son environnement régional, national et international. La participation du CCJ à des projets européens a permis d'élargir ses partenariats non académiques et de promouvoir son expertise. Une analyse du potentiel de valorisation des savoir-faire et expertises du laboratoire serait à effectuer afin d'attirer plus de collaborations industrielles. Le CCJ a une large activité de partage des connaissances avec le grand public à travers différents types de médias en France et à l'étranger.

1/ L'unité se distingue par la qualité de ses interactions non-académiques.

Points forts et possibilités liées au contexte

Le CCJ présente une activité partenariale importante et ancrée (accords-cadres). Ces partenariats montrent clairement que le CCJ est une ressource reconnue d'expertises dans son environnement régional, national et international.

L'engagement de l'unité avec son propre environnement social, économique et culturel est important et s'inscrit dans le temps. On note les excellentes relations avec la communauté archéologique et culturelle régionale. On remarque une cohérence entre l'augmentation des sollicitations des acteurs extérieurs académiques et non-académiques avec les succès des différents appels à projets (Domaine 2, Réf 3 p.44 du rapport) du CCJ. Notamment, la participation du laboratoire (équipe Momarch) à plusieurs projets européens a permis d'élargir les partenariats non académiques (association CoPaM soutenue par l'UNESCO) et de promouvoir l'expertise du CCJ en archéologie sous-marine et portuaire.

Le CCJ accueille et forme régulièrement dans ce cadre des personnels et des doctorants de ces partenaires locaux.

Le CCJ a construit des collaborations solides de longue date avec l'Italie et la Croatie d'une part mais aussi avec les pays du pourtour méditerranéen à travers l'association CoPaM, initiative soutenue par l'UNESCO.

Une collaboration avec un bureau d'étude, la société Ipsy-Facto, montre la possibilité du CCJ de collaborer dans son domaine auprès d'industriels de par son expertise et son savoir-faire sur des technologies de prospections sous-marines.

Points faibles et risques liés au contexte

Il aurait été intéressant de relier les activités partenariales dans le cadre d'appels à projets notamment européens décrites dans le paragraphe du Domaine 2, référence 3 avec le développement des partenariats conventionnés avec des acteurs du monde non-académique. Dans quelle mesure le fait d'avoir participé à certains projets européens, ANR, autres appels, a contribué au développement de certains partenariats non-académiques et au développement de certaines technologies d'observations, collectes de données ? Il est important d'identifier les expertises et savoir-faire du laboratoire pour les valoriser mieux auprès des acteurs socio-économiques.

2/ L'unité développe des produits à destination du monde socio-économique.

Points forts et possibilités liées au contexte

Le CCJ a développé une expertise et un savoir-faire reconnus à l'échelle internationale en raison de ses relations partenariales académiques et non-académiques.

La collaboration avec le bureau d'étude Ipsy-Facto montre que le CCJ a un savoir-faire et une expertise des technologies de prospections sous-marines, traitement de données, d'images qui gagneraient à être qualifiés de façon précise (restitutions 3D par exemple).

Points faibles et risques liés au contexte

Il faudrait que le CCJ fasse le point sur ses savoir-faire et expertises avec la Direction de la Recherche et de la Valorisation d'AMU et la SATT Sud Est. Il y a un potentiel de valorisation des savoir-faire et expertises du laboratoire à la lecture du rapport. On le voit avec la collaboration avec le bureau d'étude Ipsy-Facto, les nombreuses collaborations avec les services des collectivités locales. La valorisation ne se limite pas aux brevets.

3/ L'unité partage ses connaissances avec le grand public et intervient dans des débats de société.

Points forts et possibilités liées au contexte

Le CCJ est très présent auprès du grand public à travers de nombreuses expositions (24 expositions nationales et internationales en 5 ans), à travers sa participation à des événements de culture scientifique (164 manifestations en 5 ans), à travers des activités et animations auprès des jeunes (stages, ateliers) mais aussi dans la presse locale et spécialisée ainsi que les émissions télévisées françaises et étrangères. On note un compte twitter.

Points faibles et risques liés au contexte

Le CCJ n'est pas encore assez présent dans les réseaux sociaux notamment LinkedIn qui est un réseau social qualitatif plutôt professionnel de diffusion de contenus économiques, scientifiques, culturels. Le site internet n'est pas à jour.

C - RECOMMANDATIONS À L'UNITÉ

Recommandations concernant le domaine 1 : Profil, ressources et organisation de l'unité

La question de la pyramide des âges est la plus aiguë, mais le CCJ n'a guère de marges de manœuvre. Plusieurs postes sont menacés de ne pas être renouvelés (notamment en Histoire), ce qui nécessite une prise en main par les tutelles (AMU et CNRS) puisque l'unité est considérée par elles comme essentielle.

Le comité regrette l'absence de programmes ANR ou ERC portés par le CCJ, mais il remarque que des projets prometteurs ont été déposés. Il convient de poursuivre ces candidatures, malgré la réticence devant un processus chronophage que le comité a constatée. Pour cela, il convient de se préparer en amont : il serait ainsi bon de se renseigner auprès de l'ANR-SHS sur les thèmes porteurs et d'inciter les chercheurs à s'inscrire comme experts évaluateurs auprès d'Horizon Europe. Un programme ERC offre des possibilités d'embauche de personnels, qui allégeraient les problèmes de gestion financière.

À propos des archives, il faut poursuivre la gestion des archives des chantiers de fouilles avec les projets pilotes, assurer l'inventaire complet, le reconditionnement, une mise à disposition (déjà effective) plus claire dans des locaux dédiés des archives constituées et, à terme, leur numérisation et leur accès en ligne via Ar&Ar. On peut envisager des travaux pluridisciplinaires intégrant d'autres laboratoires (via ARKAIA) et des sujets de Master autour des archives (pour pallier le manque de personnel).

Recommandations concernant le domaine 2 : Attractivité

Parmi les points essentiels, on trouve en priorité l'attractivité des locaux.

La demande d'implication des doctorants dans les travaux du laboratoire semble importante, voire déraisonnable selon les doctorants eux-mêmes : 50 % de leur temps en dehors de la thèse : est-ce que cela dépend du CCJ, de l'ED, ou du doctorant ? Lorsque durant les dernières années de thèse les doctorants sont au chômage, quel est le lien avec le laboratoire ? Il y a un problème de responsabilité. Le problème du sujet de thèse, de sa longueur est également discuté. Le nombre de thèses financées devrait correspondre à un état du marché du travail, mais 65 % de docteurs arrivent à trouver un emploi dans le domaine.

Est évoquée aussi la question du statut jeune docteur : le DAE semble limpide, mais la discussion avec les doctorants a montré que cette question n'était pas claire ; il convient de mieux définir ce statut de jeune docteur, les modalités de rattachement. Il faut peut-être recommander un accompagnement et une insertion professionnelle en dehors du directeur de thèse [d'autres unités comme Archimède ou ARSCAN le font]. De même, il conviendrait d'institutionnaliser une pratique différente actuellement d'un directeur de thèse à l'autre. Dans le domaine de la plongée sous-marine, il faut rassurer sur les procédures de plongée et de sécurité.

Recommandations concernant le domaine 3 : Production scientifique

Au regard du bilan transmis dans le DAE et suite la visite sur site, le comité d'expert souligne une fois de plus l'excellence de la production scientifique du CCJ, reconnue sur le plan national et international et ne doute pas de sa continuité dans les années à venir. Il salue également l'effort réalisé par le CCJ pour sa politique

incitative au dépôt dans HAL et sa production d'un nombre significatif de publications en anglais ainsi que dans d'autres langues européennes.

Toutefois, le comité préconise de ne pas négliger la place faite aux historiens dans le CCJ, dont c'est aussi la tradition, au risque d'impacter à long terme les productions offertes par les différents axes, qui ont tous vocation à représenter l'histoire, tout comme l'Axe 1.

Le comité préconise également une mise en relation plus grande des historiens et des archéologues par des espaces communs (séminaires, bibliothèques, bureaux, instances de direction du CCJ, etc.).

Comme condition matérielle pour la production scientifique, le comité souhaite que la BIAA (Bibliothèque d'Antiquité d'Aix) puisse devenir plus encore un lieu de travail et d'échange pour les EC, les chercheurs et les doctorants et préconise un accès réservé par badge en dehors des heures d'ouverture au public.

Le comité préconise une politique plus volontariste favorisant, à terme, l'accès au format numérique, voire en distanciel des archives anciennes, des bases de données en cours de constitution.

Recommandations concernant le domaine 4 : Inscription des activités de recherche dans la société

En termes de communication auprès du grand public nous recommandons d'abord de mettre à jour le site internet régulièrement sur les manifestations passées et à venir,

Il faut aussi être davantage présent sur les réseaux sociaux (le compte Twitter n'est pas alimenté régulièrement), créer un compte LinkedIn qui permet d'avoir un public plus professionnel (entreprises, collectivités locales, musées, politiques, scientifiques, etc.)

En termes de partenariats privés, le CCJ est contacté pour des expertises. Il y a donc un potentiel de valorisation qui n'est pas exploité. Nous recommandons au CCJ de contacter la direction de la recherche et valorisation de AMU et la SATT Sud Est afin d'établir un état des lieux sur les savoir-faire, expertises et bases de données du laboratoire qui pourraient être valorisés auprès des partenaires socio-économiques. Il y a sûrement au CCJ des procédures, équipements (plateformes), normes, expertises permettant au CCJ d'attirer et documenter les acteurs sociaux économiques.

Il y a des départs à la retraite proches au CCJ. Aussi, nous recommandons de veiller à ce que certains savoir-faire, expertises, bases de données ne se perdent pas et soient bien répertoriés et qualifiés pour être transférés aux plus jeunes.

Afin de structurer la valorisation des recherches du CCJ, il serait intéressant d'étudier la possibilité de recruter un Ingénieur Transfert par le biais d'une mutualisation avec les laboratoires de la MMSH (voir l'appel Ingénieur Transfert de la DGDI du CNRS).

DÉROULEMENT DES ENTRETIENS

DATE

Début : 18 novembre 2022 à 8h30

Fin : 18 novembre 2022 à 18h

Entretiens réalisés : en distanciel

PROGRAMME DES ENTRETIENS

| | |
|----------------|--|
| 08h30 - 09h00 | Réunion en huis clos du comité d'experts |
| 09h - 09h15 | Vérification du fonctionnement technique des dispositifs fournis par l'université d'Aix-Marseille |
| 09h15 - 09h45 | Entretien à huis-clos avec la direction de l'unité |
| 09h45 - 11h15 | Réunion plénière en présence de l'ensemble des membres de l'unité de recherche, y compris les chercheurs associés, les émérites, les doctorants ainsi que des représentants de partenaires privilégiés de l'unité (institutions culturelles, artistiques, etc.) |
| 09h45 - 10h25 | Exposé liminaire par l'unité (bilan, éléments nouveaux, trajectoire de l'unité, dimension prospective) |
| 10h25 - 11h 15 | Discussion à partir des questions du comité |
| 11h15 - 11h45 | <i>Pause</i> |
| 11h45 - 12h15 | Entretien à huis clos avec les enseignants-chercheurs et chercheurs statutaires (en l'absence de la direction et des responsables d'axes) |
| 12h15 - 13h45 | <i>Pause déjeuner</i> |
| 13h45 - 14h15 | Entretien à huis clos avec les personnels d'appui à la recherche |
| 14h15 - 14h45 | Entretien à huis clos avec M. Philippe Delaporte, vice-président Recherche Aix Marseille université ; Mme Christine Popliment, vice-présidente Thématique SH Aix Marseille université; Mme Aurélie Philippe, Déléguée régionale DR12 CNRS ; M. Stéphane Bourdin, DAS Archéologie InSHS CNRS ; M. Christian Cribellier, adjoint au sous-directeur de l'archéologie chargé des questions scientifiques ou M. Pierre Thion, archéologie programmée ; Mme Sylvie Jeremie, chargée de la coordination de la recherche des interrégions B-FC, Midi-MED, ARA, Inrap |
| 14h45 - 15h15 | Entretien à huis clos avec les doctorants |
| 15h15 - 15h45 | <i>Pause</i> |
| 15h45 - 16h15 | Entretien à huis clos avec la direction de l'unité (bilan de la journée, dernières questions) |
| 16h15 - 18h | Réunion à huis clos du comité d'experts en présence du conseiller scientifique |

OBSERVATIONS GÉNÉRALES DES TUTELLES

Le Président de l'université

au

Département d'Évaluation de la recherche -
Hcéres

Objet : Observations de l'unité relatives au
rapport d'évaluation des experts Hcéres

N/Réf. : VPR/LS/AMS/CM – 23-07

Dossier suivi par : Cécile Merle

Tél : 04 13 94 95 90

cecile.merle@univ-amu.fr

Vos réf :

DER-PUR230022999 - CCJ - Centre Camille Jullian

Marseille, le vendredi 17 février 2023

Madame, Monsieur,

Je fais suite au mail que vous nous avez adressé le 10/01/2023 dans lequel vous me communiquiez le rapport d'évaluation Hcéres de l'Unité de Recherche CCJ - Centre Camille Jullian.

La lecture du rapport montre que la visite en distanciel a entraîné des incompréhensions qui auraient pu être facilement levées par une visite en présentiel, notamment celles concernant la localisation du CCJ, la distribution des bureaux et, en général, l'articulation des divers espaces à disposition du laboratoire. On tient à rappeler que le CCJ bénéficie d'une unique localisation à Aix-en-Provence, au sein de la Maison méditerranéenne des sciences de l'homme.

Le comité d'évaluation souhaite que les archives et les revues anciennes du CCJ soient davantage valorisés (p. 6 du rapport d'évaluation). On notera que les revues et les collections anciennes du CCJ (Archéonautica, Antiquités africaines, Études d'antiquités africaines et Bibliothèque d'Archéologie méditerranéenne et africaine) sont disponibles via les portails Persée et Open édition (comme cela est noté p. 15 du rapport d'évaluation). Pour les archives, notamment celles issues de l'Afrique du nord, la question est plus délicate car leur mise à disposition peut se heurter au statut des documents, et cette question doit encore être résolue.

Nous tenons à souligner que l'histoire n'est pas oubliée au sein du laboratoire : trois des six EC qui ont siégé et siègent encore au sein du conseil du laboratoire sont des historiens et le laboratoire appuie régulièrement la recherche en histoire (missions, colloques, publications). Par ailleurs, la direction appuiera fortement le renouvellement des trois postes en histoire ancienne en concertation avec le Département d'histoire dès qu'il y aura vacance de ces postes.

Nous prenons note des remarques concernant les doctorants (notamment p. 6 et 17). Toutefois nous tenons à souligner que le doctorat est une période de recherche et de formation, et que les activités de monitorat et la participation à des terrains indépendants du sujet de thèse du doctorant se fait. Tous les doctorants, financés ou non, ont accès à une salle de travail : soit ils occupent un bureau dédié, soit ils disposent d'un bureau au sein de certains services (céramothèque, bureau d'archéologie navale, aérophotothèque). Le laboratoire soutient les doctorants étrangers qui ne résident pas en France et les doctorants qui réalisent une thèse tout en étant déjà insérés dans le monde professionnel en mettant à leur disposition ponctuellement des bureaux et des moyens techniques selon nécessité.

On remarquera que l'attribution du statut de « jeune docteur » qui permet aux néo-diplômés de prolonger leur rattachement à l'unité pendant 5 ans est automatique et que les doctorants en sont informés. Les jeunes docteurs sont également accompagnés dans leur recherche d'emploi du moment qu'ils sollicitent le laboratoire (oraux blancs et aides à la rédaction de projets).

Vous souhaitant bonne réception des présentes,

Je vous prie de croire, Madame, Monsieur, l'expression de mes respectueuses salutations.



Eric BERTON



Les rapports d'évaluation du Hcéres
sont consultables en ligne : www.hceres.fr

Évaluation des universités et des écoles

Évaluation des unités de recherche

Évaluation des formations

Évaluation des organismes nationaux de recherche

Évaluation et accréditation internationales



2 rue Albert Einstein
75013 Paris, France
T. 33 (0)1 55 55 60 10

hceres.fr

[@Hceres_](https://twitter.com/Hceres_)

[Hcéres](https://www.youtube.com/Hceres)

